

LE BONJOUR DU «SOIR»

Journaliste voyou, dites-vous

Suite de la page Une

La forte mobilisation de la télévision et des journaux, les réactions agressives de l'opinion pourraient laisser penser que ces pauvres perdants ont porté atteinte aux symboles de la République, elles qui ont pour métier de jouer au football avec les risques d'énervement, d'abattement et de violence verbale que cela peut induire.

Alors que l'on a l'habitude de pardonner aux jeunes, de les comprendre, des les orienter, ne voilà-t-il pas qu'un vaste procès populaire s'installe et que ces Mouloudéens sont condamnés à l'avance.

Et le plus grave est que l'un d'entre eux doit payer pour avoir tenu des propos outrageux vis-à-vis des responsables de la FAF à l'intérieur des... vestiaires ! Je ne savais pas que les vestiaires avaient des oreilles !

Au lieu de s'intéresser aux dossiers de la FAF, de suivre de près toutes les affaires louches qui entachent la réputation de cette institution, au lieu de s'émouvoir des révélations d'Aboud Hichem sur les scandales en série qui n'ont pas été démentis, voilà que l'on fait la part belle à la délation, voilà que les paroles d'un joueur mécontent, sous le coup du courroux, son droit à «exploser» dans un endroit intime, inviolable, réservé aux seuls joueurs et à leur staff ; voilà que ce cri de colère est capté dans les rapports des zélateurs, le voilà devenu un crime de lèse-majesté !

La sévérité avec laquelle la commission de la LFP a sévi montre à l'évidence que des ordres ont été donnés pour que cette sentence serve d'exemple. Ne parlez plus des dirigeants de la FAF sur le terrain et même dans les vestiaires ! Ne les critiquez plus ! Vous avez des pieds pour jouer au football et non une tête pour penser ! Les rois de la FAF qui se retrouvent dans les affaires lucratives touchant à plusieurs secteurs d'activité sont trop puissants pour le pauvre goal s'étant laissé aller à des offenses ou l'entraîneur pris en flagrant délit d'affront à son seigneur !

Certains lecteurs vont jusqu'à me traiter de «voyou» défendant les «voyous» du MCA ! S'il ne tenait qu'à moi, je préférerais ressembler à ces rebelles «indélicats», à ces «irréguliers» qui fautent, à ces grossiers qui gueulent et qui laissent pantoise» la galerie des «Si Flen» en tenue d'apparat, oui je préfère leur ressembler plutôt qu'à ces nouveaux riches qui se croient supérieurs au commun des mortels et qui, en sévisant contre un entraîneur qui a rendu d'immenses services au football algérien, vont simplement en faire un nouveau chômeur, pour qu'il rejoigne la cohorte des exclus et des marginalisés qui enflent dans le ventre de l'injustice...

J'ai voulu replacer cette affaire dans son contexte ; celui d'un événement monté en épingle pour nous faire oublier l'essentiel. Chaque semaine, des informations tentent de nous manipuler : une fois, c'est le scandale des «voyous» du MCA, une autre fois, c'est le Maroc qui veut nous envahir, alors que les déclarations irresponsables du chef de l'Istiqlal sont épisodiquement sorties des tiroirs de ce parti qui les revendique depuis l'indépendance... L'essentiel, c'est l'état de santé du président algérien qui ne parle plus à la nation bien avant son mini-AVC et qui ne préside plus de Conseils de ministres, qui ne participe plus aux sommets, etc. L'essentiel, ce sont ces affaires de corruption qui se diluent dans le temps. L'essentiel est cette Algérie immobilisée qui n'a plus ni tête ni queue, dernière ou presque dans tous les classements... Enfin, à ceux qui me reprochent d'être un supporter du MCA (comme si c'était un crime !), je n'ai pas le souvenir d'avoir adoré cette équipe en dehors des moments où elle a honoré le football algérien dans des joutes africaines et où nous étions des millions, à travers toute l'Algérie, à porter dans nos cœurs le vert et rouge du Doyen ! J'ai voulu manifester ma solidarité avec quatre paumés, donnés à bouffer aux lions dans une arène qui n'est plus celle du football. Une arène qui rappelle les sacrifices d'autrefois : le plaisir des empereurs sadiques est décuplé par la vue de milliers de sujets demandant plus de tueries et plus de sang... Ceux qui gueulent le plus ne savent pas malheureusement qu'ils seront les prochaines victimes des lions enragés...

maamarfarah20@yahoo.fr

PRIX DU GAZ ALGÉRIEN

Les menaces du patron d'ENI

Le patron du groupe italien ENI a menacé, hier, de recourir à une procédure d'arbitrage international contre la Sonatrach en cas d'échec des négociations sur les prix du gaz. Paolo Scaroni, qui faisait cette déclaration sur une chaîne italienne, a adressé la même menace contre les Russes de Gazprom qui refusent, eux aussi, de revoir à la baisse les prix du gaz vendu au groupe italien.

Cette déclaration intervient quelques jours seulement avant la tenue de l'assemblée générale des partenaires du gazoduc algéro-italien, Galsi, pour la prise de la décision définitive sur la réalisation ou non de ce projet.

Un arbitrage de trop

Selon des experts algériens en politique énergétique, le patron d'ENI n'aurait jamais lancé de pareilles menaces s'il n'était pas sûr du silence des responsables du secteur de l'énergie en Algérie. Nos responsables, qui refusent toujours de lancer une procédure internationale contre le partenaire italien sur les millions de barils de pétrole détournés à partir du périmètre Sif Fatma, préfèrent toujours subir l'arbitrage.

D'autre part, Paolo Scaroni n'a rien à perdre sur cette question car le contrat liant son groupe à la Sonatrach n'expire qu'en 2019. Il va surtout rester

très attentif aux résultats des négociations algéro-françaises sur les prix du gaz, car le contrat qui les lie expire lui en 2015.

Le patron du groupe italien a sans doute été encouragé par la dernière procédure lancée par Edison qui a remporté une importante victoire contre la Sonatrach sur le prix de cession du gaz. L'autre compagnie italienne, Enel risque, elle aussi, d'obtenir un même verdict contre la Sonatrach.

Du coup, notre compagnie pétrolière se retrouve dans une spirale de procédures qu'elle aurait pu éviter si elle avait fait valoir tous ses atouts. Car ses antagonistes sont d'abord ses partenaires dans des projets pétroliers et gaziers en Algérie. ENI, Edison et Enel sont associés avec la Sonatrach pour l'exploration et le développement de plusieurs gisements dans le Sud algérien, et ces associations auraient pu consti-

tuer un bon canal de négociation sur tous les contentieux.

Mais il se trouve que le secteur de l'énergie est dirigé par une équipe qui a toujours privilégié l'arbitrage international à la négociation directe avec le partenaire.

Le piège de Chakib Khelil

Il se trouve aussi qu'Enel et Edison sont les principaux partenaires de la Sonatrach dans le projet du Galsi, le gazoduc qui devrait relier l'Algérie à l'Italie à travers la Méditerranée. Dans la société en charge de ce projet, Sonatrach détient 41,6% de participations, la part d'Enel est de 15,6% alors que celle d'Edison est de 20,8%.

L'assemblée générale des actionnaires de cette société est prévue pour le 30 du mois en cours et devra statuer sur l'avenir de ce projet. La décision finale d'investissement (FID) est tant attendue par les Italiens pour deux raisons. Ils cherchent à diversifier les sources d'approvisionnement et limiter le diktat des Russes de Gazprom. Ensuite, les Italiens sont très soucieux de la situation en Tunisie, pays par lequel passe le gazoduc qui les approvisionne en gaz algérien. Par ailleurs, ENI et Saipem seront parmi les

principaux bénéficiaires de ce projet. La compagnie de Paolo Scaroni devra bénéficier d'une nouvelle source d'approvisionnement alors que sa filiale, Saipem, devra remporter le contrat (estimé à 3 milliards de dollars) de construction du gazoduc transméditerranéen. Les sanctions appliquées par les autorités algériennes contre Saipem ne seront pas prises en compte en raison du fait que le Galsi est une société de droit italien. Face à cette situation, les Algériens ne montrent aucun signe d'enthousiasme. Depuis des années, on ne fait que reculer les échéances du lancement de ce projet. Car si on décide de renoncer à cet investissement, comment justifier la construction du gazoduc baptisé GK3 ?

Avant même la concrétisation du projet Galsi, Chakib Khelil avait lancé la construction de ce tube, long de 784 km pour relier Hassi R'Mel à El Kala, sous prétexte qu'il devait alimenter les projets des centrales électriques de Koudiet Draouch (wilaya d'El Tarf) et F'kirina (wilaya d'Oum El Bouaghi).

Sans le projet Galsi, ce gazoduc n'aura aucune raison d'être.

Mokhtar Benzaki

AMAR TOU L'ANNONCE À LA RADIO NATIONALE

Les dettes fiscales des chauffeurs de taxi vont être traitées

Les dettes fiscales des chauffeurs de taxi vont être traitées sous l'égide d'une commission inter-ministérielle finances-transport-transporteurs.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Invité de la Chaîne Une de la Radio nationale, le ministre des Transports a indiqué que les deux départements ministériels et les représentants des transporteurs vont débattre, prochainement, de la question de l'endettement accumulé depuis la décennie

1990. Il s'agira ainsi de définir les modalités de traitement et de prise en charge des doléances des chauffeurs de taxi, relève Amar Tou qui laisse entendre que d'autres problèmes d'ordre financier pourraient trouver des solutions. Indiquant que 5 000 demandes de licences de taxi sont recen-

sées, le ministre des Transports n'écartera pas aussi la possibilité de relancer l'octroi des licences par voie administrative. Et ce, tout en indiquant que son département œuvre à traiter les différents problèmes liés aux licences de taxi des moudjahidine et ayants droit, de manière concertée avec le ministère des Moudjahidine.

Appelant à développer le sens civique, Amar Tou a insis-

té, par ailleurs, sur la nécessité de respecter la loi et notamment l'interdiction du jumelage. «Quiconque enfreindra (la loi) se verra retirer sa licence automatiquement», prévient le ministre des Transports qui relève la conjonction des efforts de son département et des services de sécurité en matière de sensibilisation et de dissuasion.

C. B.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Les mesures coercitives se poursuivront

Les mesures coercitives qui visent à améliorer la sécurité routière et réduire la fréquence des accidents de la route se poursuivront. C'est ce que le ministre des Transports assurait, hier, invité de la Radio nationale, tout en précisant que son département et les services de sécurité, agissant de concert, continueront de miser sur la sensibilisation.

Une conjonction des efforts qui explique certainement, laisse-t-il entendre, la baisse sensible du nombre de décès suite aux accidents de la route.

Selon Amar Tou, une diminution de 6% a été, en effet, notée durant le premier trimestre 2013. D'autre part, le ministre des Transports a indiqué que le réseau d'agences de contrôle technique automobile a été renforcé de 300 nouvelles agences et de 400 à la fin de l'année.

Rappelant que les modalités de contrôle ont été renforcées, Amar Tou a indiqué que son département sévira en cas d'infraction et procédera au retrait des véhicules de transport non conformes.

Auparavant, l'invité de la radio avait indiqué que son département allie la rigueur à la «progressivité» en ce qui concerne la gestion du transport urbain, même si la tâche s'avère assez ardue.

C. B.

TRANSPORT AÉRIEN

Les contradictions d'Amar Tou

La compagnie nationale Air Algérie va acquérir seize appareils de 70, 150 et 250 sièges, rappelait hier le ministre des Transports qui indique que des appels d'offres ont été ouverts en ce sens. Ces

achats permettront, relève-t-il, de renforcer la flotte nationale et de mieux satisfaire la demande, outre l'apport de la compagnie Tassili Airlines.

Certes, Amar Tou n'a pas manqué de déplorer les insuffisances d'Air Algérie en termes de ponctualité, information et respect des usagers, services minima... Certes autonome, le transporteur aérien national a «malheureusement besoin de beaucoup de travail pour améliorer (la situation) en termes de respect des délais», dira le ministre du secteur. Pourtant, Amar Tou écarte l'ouverture du transport aérien aux investisseurs privés, car échaudé par l'expérience Khalifa et soucieux de défendre les intérêts d'Air Algérie. «Si l'on ouvre (le ciel), Air Algérie mourra», affirme le ministre des Transports qui estime que l'ouverture du ciel ne sera pas aussi rentable, l'attractivité des touristes étrangers non algériens n'étant pas avérée. Mais également contradictoire dans ses propos, Amar Tou reconnaît que l'ouverture sera nécessaire à terme. Conscient que l'Algérie devra s'adapter aux évolutions mondiales et se conformer aux engagements internationaux, le ministre des Transports admettra tacitement que l'ouverture est possible «sans porter atteinte aux intérêts d'Air Algérie».

C. B.

6 000 km de voies ferrées d'ici 2016

L'Algérie devrait disposer d'un réseau de 6 000 km de voies ferrées à l'horizon 2016, indiquait, hier, Amar Tou. Rappelant que près de 3 000 km ont été réalisés depuis 2008, le ministre des Transports note que plus de 2 000 km de voies ferrées sont déjà lancés et que son département œuvre à densifier le réseau, notamment au sud du pays. Ainsi, des études sont lancées pour la réalisation d'une ligne de 700 km reliant In Salah à Tamanrasset, ainsi que d'une ligne reliant Béchar à Tindouf.

C. B.